

Jacques Delors : « La “règle d’or”, c’est un piège à cons »

9)

QUESTIONS D'INFO

LCP • « Le Monde » • AFP • France info avec Dailymotion

Jacques Delors

Ancien président de la Commission européenne

Peut-on éviter la faillite de la Grèce ?

La situation est sérieuse. Et elle ne concerne pas simplement la Grèce. Elle tient à un vice de conception. L'Union économique et monétaire était fondée sur l'équilibre entre le pouvoir monétaire et le pouvoir économique. Il impliquait qu'à côté de l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) il y ait un pôle économique qui, compte tenu du contrat et de l'esprit du traité, ne pouvait prendre qu'une forme : la coopération. Cette coopération n'a pas eu lieu.

Aujourd'hui, que faut-il faire ?

L'urgence est de mettre en œuvre les décisions qui ont été prises le 21 juillet et qui font que les ressources du fonds de stabilité vont passer de 440 à 770 milliards. C'est suffisant pour rassurer tous ceux qui veulent être rassurés.

Mais il y a déjà eu un premier plan de sauvetage et il n'a pas suffi. Il a été insuffisant parce que la valse-hésitation a été le mot-clé de nos dirigeants.

Vous visez le couple franco-allemand ?

Non, tous ! les Dix-Sept ! il a fallu du temps pour qu'ils comprennent ce dont il s'agissait. Angela Merkel est hésitante,

d'autres préfèrent le coup de menton. Entre deux réunions de chefs, tout le monde parle. Comment voulez-vous que les investisseurs, je ne parle pas simplement des spéculateurs, s'y retrouvent ?

Etes-vous plus indulgent avec Jean-Claude Trichet, le patron de la BCE ?

Oui, il a résisté à l'hyper-rigidité de certains Allemands. Il est intervenu raisonnablement pour soutenir le marché des obligations souveraines grecques, portugaises, espagnoles, italiennes. Il fournit la liquidité aux banques, et c'est sa fermeté qui a poussé des dirigeants hésitants à prendre des mesures. Il a été le plus européen de tous.

L'Allemagne est tiraillée entre la solidarité européenne et le refus de payer pour ceux qui n'ont pas respecté les règles. Comment va-t-elle évoluer, selon vous ?

J'étais encore en Allemagne il y a dix jours. Je crois M^{me} Merkel convaincue au fond de son cœur, de sa tête, que ce serait tragique pour l'Allemagne si l'euro connaissait une défaite historique. Donc elle avance, mais elle rencontre de grandes difficultés dans son parti et chez les libéraux.

La Grèce peut-elle quitter l'euro ?

Si elle le fait, ce sera l'effet domino. Les marchés s'intéresseront davantage à l'Espagne ou à l'Italie. Donc sauver le soldat grec, c'est sauver l'euro.

Faut-il une « règle d'or », comme le veut M. Sarkozy, pour garantir le retour à l'équilibre budgétaire et stabiliser la zone ?

La formule est bien choisie, mais derrière, c'est le vide. J'ai lu le texte français. Pour savoir de quoi il retourne, il faudra attendre une loi organique qui n'existe pas encore. Pardonnez ma grossièreté, mais la « règle d'or », c'est un piège à cons pour l'opposition.

Comment mettre fin à la crise bancaire ?

Christine Lagarde a commis une grosse erreur politique en estimant que les banques européennes avaient un besoin urgent d'être recapitalisées. Les mauvaises langues de son camp disent que « ce perroquet savant n'est plus cadré par M. Musca, le secrétaire général de l'Élysée ».

En réalité, les banques ont accru leurs fonds propres depuis 2008 et elles sont en mesure aujourd'hui de faire face à un défaut ou à une diminution de la valeur de leurs créances. Il suffirait que les gouvernements le disent.

Dans la campagne de la primaire socialiste, plusieurs candidats sont étiquetés « deloriste » ; en êtes-vous fier ?

Je suis un type un peu à part. Même à ma fille, je ne demande pas de me ressembler. Elle est libre et elle a la délicatesse de ne pas utiliser mon nom, je n'en dirais pas autant des autres candidats.

Pour vous, Martine Aubry est-elle toujours la meilleure ?

Oui, et pas seulement pour des raisons d'affinité parentale. ■

Propos recueillis par Françoise Fressoz, Frédéric Haziza, Sylvie Maligorne et Marie-Eve Malouines